



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 353 du 13 octobre 2024

Au sommaire :

- Une odieuse campagne de soutien à la guerre d'Israël contre les Palestiniens et les peuples du Moyen-Orient, instrument de la politique des grandes puissances - *Galia Trépère*
- Le stade suprême du capitalisme a-t-il cédé la place à son stade ultime, le capitalisme financiarisé mondialisé ? Éléments de réponse à des questions décisives - *Daniel Minvielle*

Une odieuse campagne de soutien à la guerre d'Israël contre les Palestiniens et les peuples du Moyen-Orient, instrument de la politique des grandes puissances

Lundi dernier, les va-t-en-guerre israéliens et leurs soutiens dans les puissances occidentales ont utilisé jusqu'à la nausée le sinistre anniversaire de l'attaque sanglante du Hamas du 7 octobre 2023 pour légitimer la guerre génocidaire menée par Israël contre la population palestinienne, faire avaliser ses bombardements massifs et son offensive terrestre au Liban et ses attaques à venir contre l'Iran et qui s'en prend maintenant à la Force intérimaire des Nations-unies au Liban, la Finul -obstacle et témoin gênant des exactions israéliennes-, après avoir déclaré que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, soutenait « *les terroristes, les violeurs et les assassins* ».

L'instrumentalisation du peuple israélien

Il y avait déjà l'an dernier, le 7 octobre, une espèce d'indécence à ne pas voir que c'est l'État d'Israël lui-même, l'oppression coloniale qu'il exerce depuis 75 ans sur le peuple palestinien, qui ont fait naître et nourri la haine contre les Israéliens. Que ce sont aussi les dirigeants israéliens qui ont utilisé le Hamas contre le Fatah et favorisé son accession au pouvoir, jouant cyniquement la politique du pire, de provocations militaires en surenchères guerrières, prisonniers de la logique qu'ils ont enclenchée en faisant du peuple d'Israël un peuple soldat au service des intérêts des USA contre les peuples du Moyen Orient.

Et après un an de guerre d'extermination dans la bande de Gaza, leurs soutiens s'enferment dans la légitimation de cette guerre au nom de la défense de l'occident. Ils diffusent cette propagande de haine, de racisme, de nationalisme militariste dont les conséquences sont une menace pour les peuples mais aussi pour le monde du travail ici.

La population israélienne dans sa très grande majorité est conditionnée, abreuvée de propagande sioniste, elle subit

la pression de l'extrême droite, des religieux intégristes, de la banalisation du racisme anti-arabe par le système omniprésent d'un apartheid institutionnalisé. Elle est aussi liée à son Etat, à sa bourgeoisie, aux Etats-Unis et autres puissances occidentales par les mêmes privilèges que la petite-bourgeoisie des vieilles puissances coloniales et impérialistes.

Les dirigeants, ministres, généraux, dignitaires religieux israéliens distillent très consciemment la haine et la peur des Palestiniens, les préjugés racistes. Ils agissent en serviteurs de l'État et de la bourgeoisie israéliens, ils sont liés par mille liens à leurs protecteurs américains et occidentaux.

Les grandes puissances, la Grande Bretagne, puis les Etats-Unis, ont instrumentalisé pour leurs propres intérêts, contre les populations arabes, les premiers colons sionistes qui s'étaient installés en Palestine voulant se mettre à l'abri des persécutions antisémites en créant un Etat juif, puis la population juive qui s'y était installée plus massivement après l'holocauste nazi.

« *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre* », affirmait contre toute vérité Golda Meir, le grand Israël de la Bible, affirment l'extrême droite et son chef Netanyahu. La guerre n'est pas un conflit religieux -Juifs et Musulmans ont cohabité pendant des siècles-, c'est le résultat de l'emprise des grandes puissances, par le biais d'Israël leur bras armé, sur le Moyen-Orient afin de disposer comme elles l'entendent de ses richesses. C'est le projet d'un Moyen-Orient sous le contrôle des multinationales occidentales et de leurs Etats, « pacifié » par la guerre et l'alliance entre les sommets des classes dirigeantes arabes et israélienne sous l'égide des Etats-Unis.

L'escalade guerrière avalisée par les Etats-Unis et leurs alliés

Depuis le 23 septembre, alors que se poursuivent la destruction de la bande de Gaza et des raids meurtriers en Cisjordanie, l'armée israélienne bombarde massivement le Liban, tuant près de 2000 personnes. Le 27 septembre, l'aviation israélienne a largué 80 bombes d'une tonne sur le quartier de Beyrouth sud où avait été repéré le dirigeant du Hezbollah Hassan Nasrallah, faisant 300 morts. Le 1^{er} octobre, le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, s'est dit convaincu de la « *nécessité de démanteler les infrastructures d'attaque* » du Hezbollah. Il a mis en garde Téhéran contre une éventuelle « *attaque militaire directe visant Israël* », en soulignant les « *graves conséquences* » que celle-ci entraînerait pour l'Iran. A ce moment-là a déjà démarré l'invasion terrestre du Liban par l'armée israélienne.

Le même jour l'Iran lance une attaque de 200 missiles contre Israël en représailles de l'assassinat de Nazrallah à Beyrouth, et auparavant le 31 juillet, de Ismaël Haniyeh, chef du Hamas, à Téhéran. L'attaque n'a fait que de « *faibles dégâts* » selon l'armée israélienne. Depuis se discutent publiquement la nature et la forme de représailles contre l'Iran. Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Halevi, a déclaré le 3 octobre : « *Nous disposons des moyens d'attaquer partout au Moyen-Orient. Nos ennemis qui ne l'ont pas compris vont le comprendre sous peu* ».

Les Etats-Unis, Biden, Kamala Harris, multiplieraient les conseils au gouvernement israélien, essayant de le dissuader d'attaquer en Iran des sites de production nucléaire -comme Trump recommande de le faire- et les sites pétroliers. Mais ils ont déjà assuré que quoi qu'il arrive, ils seraient aux côtés d'Israël, tenant en outre à proximité un important groupe aéronaval.

Mercredi dernier, sur les réseaux sociaux, Netanyahu a menacé le Liban de « *destructions* » comme « *à Gaza* », et a appelé les Libanais à « *libérer [leur] pays du Hezbollah* » pour que cesse la guerre. Le même jour, Gallant, le ministre de la guerre déclarait que la riposte contre l'Iran serait « *mortelle, précise et particulièrement surprenante* ». Le soir même, un échange téléphonique avait

lieu entre Biden et Netanyahou assurant qu'ils restaient en contact.

La seule issue, une libre fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient, un combat sans frontières

La population israélienne croit encore que cette guerre et son Etat la protègent mais la violence de la guerre et de l'oppression fait naître des milliers de combattants et de futurs combattants contre l'État d'Israël car il n'y a aucun autre avenir possible pour les Palestiniens et les peuples arabes.

Il y a bien un point commun entre tous les peuples de la région, c'est le chaos laissé par les guerres, une haine commune des vieilles puissances impérialistes et d'Israël. Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que les peuples ne se seront pas débarrassés de leur mainmise, tant que ne sera pas renversé l'État théocratique et sioniste d'Israël tout comme les Etats théocratiques arabes et iranien, laissant la place à une libre fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient où juifs et arabes pourront vivre ensemble comme ils l'ont fait dans le passé.

L'État français participe à la coalition des puissances occidentales contre les peuples du Moyen-Orient, en Irak, dans le Golfe persique et en mer Rouge comme il participe aussi à la guerre par procuration de l'Otan et de ses alliés contre la Russie dont personne ne voit l'issue. Macron, rencontrant Zelensky à Paris jeudi, a réaffirmé son soutien au « *plan pour la victoire* » de ce dernier, c'est-à-dire à l'engagement croissant de la France et de l'UE pour financer, armer et former des soldats de l'armée ukrainienne pour cette guerre que les dirigeants des deux camps imposent à leurs peuples.

Notre combat contre notre propre état, contre le nationalisme et le militarisme, contre la campagne des va-t-en-guerre Macron-Barnier-Le Pen qui veulent nous imposer l'austérité pour financer leur guerre au service du capital est indissociable de la lutte des exploités et des peuples du Moyen Orient, d'Ukraine et de Russie, de notre solidarité internationaliste.

Galia Trépère

Le stade suprême du capitalisme a-t-il cédé la place à son stade ultime, le capitalisme financiarisé mondialisé ?

Éléments de réponse à des questions décisives

Le contexte actuel de crise globale du capitalisme, la montée du militarisme et des conflits militaires, les multiples explosions sociales qui se succèdent depuis plus de dix ans, la crise écologique, sont caractéristiques d'un contexte socio-économique et politique nouveau que bien des camarades abordent avec une grille d'analyse fondée sur le concept d'impérialisme tel que formulé en

1916 par Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.¹ Les immenses bouleversements qui se sont produits depuis seraient des « reconfigurations » qu'il suffirait de prendre en compte au sein de ce stade capitaliste

1 L'impérialisme, stade suprême du capitalisme – 1916-
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm>

particulier défini il y a plus d'un siècle et qui n'aurait, sur le fond, pas changé.

Nous pensons que cette approche ne nous permet pas de répondre aux questions politiques qui nous sont posées. En particulier et de façon générale, comment expliquer l'échec des révolutions passées et l'expansion du capitalisme à l'échelle planétaire et, en conséquence, comment imaginer que ce qui a échoué dans le passé pourrait, aujourd'hui, triompher à un niveau supérieur à toutes les révolutions précédentes, vers une transformation mondialisée de la société, le socialisme et le communisme.

Plus concrètement, prendre la mesure des perspectives révolutionnaires actuelles alors que le capitalisme mondialisé et financiarisé s'enfoncé dans sa faillite à travers une crise globale qui associe catastrophe environnementale et humanitaire, menace de krach financier majeur, récession chronique, fuite en avant vers un embrasement militaire incontrôlable, nous oblige à intégrer les bouleversements et transformations du monde depuis les origines de l'impérialisme pour comprendre notre époque et nous donner les moyens de définir nos tâches, une stratégie révolutionnaire à la hauteur des exigences et des possibilités.

D'une certaine façon plutôt que de faire un copier/coller de Lénine, nous avons besoin de nous réapproprier sa méthode lorsqu'il décrivit et analysa le développement du capitalisme qui avait conduit à la folie de la guerre de 1914, le nouveau stade impérialiste, pour anticiper les suites de la guerre, la dialectique des luttes de classes et définir les nouvelles tâches du mouvement ouvrier révolutionnaire. Méthode qu'avait aussi mise en œuvre Trotsky lorsque, tirant les enseignements de la révolution russe de 1905, il élaborait ses théories de la révolution permanente et du développement inégal et combiné.²

A moins de nous contenter de proclamations révolutionnaires, nous avons besoin aujourd'hui d'élaborer notre propre compréhension de la période, de l'évolution du capitalisme après un siècle de guerres et de révolutions pour repenser les nouvelles possibilités révolutionnaires, anticiper les suites, la dialectique de la lutte de classe, la révolution en permanence... Il s'agit là d'un travail collectif pour répondre à des questions déterminantes auquel ce texte se veut une contribution.

Quand le choc de la première guerre impérialiste révélait la faillite de la Deuxième Internationale

L'écriture de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* s'inscrivait dans une séquence dramatique pour le mouvement ouvrier qui commença avec le déclenchement de la 1^{ère} guerre mondiale et ce que Lénine dénonça comme « la faillite de la II^{ème} internationale »³.

2 Bilan et perspectives – 1906- <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bilanp/bpsomm.htm>

3 La faillite de la 2^{ème} internationale – 1915- <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500.htm>

Les principaux dirigeants des divers partis sociaux-démocrates regroupés au sein de la II^{ème} internationale tournaient non seulement le dos à l'engagement qu'ils avaient pris à l'unanimité en 1912 au congrès de Bâle de mobiliser la classe ouvrière de leur pays pour s'opposer à la guerre, mais basculaient dans des positions nationalistes, soutenant leur propre Etat dans la guerre. Leurs députés votaient, à l'exception d'une minorité révolutionnaire, les crédits de guerre, certains de leurs dirigeants, comme Jules Guesde en France, devenant ministres des gouvernements de guerre.

Au sein de la II^{ème} internationale, les années passées avaient été marquées par des discussions musclées entre « réformistes » et « révolutionnaires ». Ce combat restait sur le terrain des discussions entre membres d'un même parti, se réglant par des débats, des décisions de congrès : Rosa Luxemburg et Kautsky contre Bernstein en Allemagne ; Guesde contre le « millerandisme » en France, la participation à un gouvernement bourgeois ; bolcheviks contre mencheviks en Russie... Le séisme provoqué par le ralliement de chaque section de la II^{ème} internationale à sa propre bourgeoisie emportait les résolutions antimilitaristes passées, un véritable effondrement.

Comment la politique internationaliste réaffirmée à Bâle et appelant les travailleurs de tous les pays à manifester leur solidarité de classe pour s'opposer à une guerre annoncée avait-elle pu se transformer en son contraire, le ralliement de chaque section nationale au militarisme derrière son Etat, conduisant les travailleurs dont elles disaient représenter les intérêts dans les tranchées, tirer sur leurs frères de classe ? Quelle stratégie la poignée de révolutionnaires restés fidèles à l'internationalisme pouvaient-ils opposer à un tel effondrement ?

Dans *La faillite de la 2^{ème} internationale*, brochure écrite en mai-juin 1915, Lénine dénonçait la trahison des dirigeants de la II^{ème} internationale. Mais cette trahison de quelques-uns n'expliquait pas la passivité de la grande majorité des militants, leur soumission à la politique de leurs dirigeants. Elle était la conséquence de la corruption de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui constituaient une forte part du mouvement ouvrier organisé et qui profitaient des miettes du pillage colonial, redistribuées par l'Etat et la bourgeoisie qui achetaient ainsi la paix sociale dans les métropoles impérialistes avec la sueur et le sang des exploités de leurs colonies.

L'explosion de la guerre impérialiste entraîna un séisme au sein du mouvement ouvrier, une rupture organisationnelle qui appelait une rupture politique, théorique, qui devint pour Lénine un besoin impérieux. Il lui fallait rompre avec le marxisme de Kautsky et Plekhanov, ses maîtres, un marxisme mécanique imprégné de la routine de la social-démocratie durant la période de relative paix sociale où se développait l'impérialisme, un marxisme privé du souffle de la révolution, de toute approche dialectique. Lénine revint aux sources du marxisme. Il se plongea en particulier dans la lecture de *Science de la Logique* d'Hegel, des écrits duquel Marx et Engels avaient

tiré, en les critiquant et les « *remettant sur leurs pieds* », leur doctrine, le matérialisme dialectique et historique.

Armé de cette méthode, Lénine s'attaquait à l'analyse de la période et des processus qui avaient conduit à l'émergence de l'impérialisme, mettant en évidence les liens entre les facteurs objectifs -les bases matérielles, économiques, dans leur propre évolution- et les facteurs subjectifs, en tant qu'ils sont le reflet dans les consciences de l'évolution des facteurs objectifs eux-mêmes, comme en tant qu'acteurs, dans le jeu permanent de la lutte des classes et ce qu'elle porte de perspectives révolutionnaires.

Le réformisme comme l'opportunisme et le nationalisme qui l'accompagnaient trouvaient leurs racines dans les rapports sociaux, eux-mêmes liés au développement impérialiste du capitalisme. Développement qui contenait en lui l'issue à sa barbarie, les possibilités révolutionnaires, la révolte des travailleurs et des peuples contre un capitalisme en crise, révolte également des peuples colonisés aspirant à leur émancipation nationale.

Lénine opposait le mot d'ordre de « *défaitisme révolutionnaire* » à ceux qui, comme Kautsky, prônaient une hypocrite « *lutte pour la paix* ». L'ennemi est dans notre propre pays, l'Etat et les classes dominantes qu'il sert, il s'agit de transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie, c'est-à-dire en révolution sociale. Pour répondre à l'effondrement de la II^{ème} internationale en tant que parti mondial des travailleurs, il posait l'urgente nécessité d'une III^{ème} internationale.

Sa rupture avec la II^{ème} Internationale faillie s'inscrivait dans une compréhension globale de la période qu'il décrit dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* écrit au printemps 1916. Il y mettait en évidence les mutations profondes qui s'étaient produites dans le fonctionnement même du mode de production capitaliste au cours des décennies passées, mutations qui avaient conduit à la première boucherie impérialiste mais représentait aussi un saut qualitatif, vers un stade « supérieur » réunissant les conditions de son propre renversement révolutionnaire.

« *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* » ou les données de la nouvelle période qui fondaient, alors, les perspectives révolutionnaires

Pour Lénine, « *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste.*

La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur. »

Lénine voyait ainsi dans le passage du capitalisme à son stade impérialiste, la formation des « *traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* », c'est-à-dire au socialisme. Sous le contrôle du capital financier, les moyens de production et d'échange avaient connu un développement sans précédent, accompagné d'une forte extension internationale -fort développement des échanges commerciaux et financiers entre métropoles impérialistes ainsi que des flux de biens et de capitaux au sein des empires entre chaque métropole et ses colonies. Pour Lénine, cela signifiait que les conditions matérielles d'une révolution socialiste mondiale étaient réunies. Révolution socialiste dont il voyait le facteur subjectif, les acteurs, dans les révoltes populaires qui montaient de toute part... à condition que le mouvement révolutionnaire se donne une politique lui permettant d'aider les masses qui se soulevaient à écrire leur propre histoire.

Cette politique se concrétisa en Russie en 1917, où Lénine reprit à son compte les idées de la révolution permanente développées par Trotsky. Elle fut l'instrument de la victoire de la Révolution d'Octobre et de l'établissement de l'Etat ouvrier soviétique, puis de la fondation de la III^{ème} internationale dans la perspective de l'expansion mondiale de la révolution. Lénine comme Trotsky étaient bien conscients que sans cette extension, en particulier à l'Allemagne, la révolution commencée en Russie était vouée à l'échec. De fait, la vague révolutionnaire qui déferlait après la fin de la guerre dans une partie de l'Europe se brisa. L'URSS restée isolée subit la contre-révolution stalinienne. Les contradictions entre puissances impérialistes s'accroissaient, conduisant en deux décennies de chaos à la 2^{ème} guerre impérialiste mondiale.

Il s'est ainsi avéré que les conditions objectives et subjectives n'étaient en réalité pas réunies pour que la révolution socialiste initiée en Russie s'étende au-delà de ses frontières. Cela ne remet en rien en cause la démarche de Lénine et de Trotsky. Ils raisonnaient en révolutionnaires, partant d'une évaluation la plus juste possible de la situation en cours pour « avancer et voir » (selon une formule de Lénine). Une hypothèse stratégique peut être

juste sans signifier nécessairement la victoire. A travers les révolutions de 1848, 1871, 1917, s'écrit la justesse de la théorie marxiste et de l'avancée de l'humanité vers le socialisme, elles constituent une puissante expérience, capital culturel du prolétariat, étapes vers une nouvelle révolution à venir à travers un nouveau développement tant du capitalisme que du mouvement ouvrier lui-même. Les défaites du passé préparent de nouvelles batailles et des victoires.

C'est bien notre tâche à nous, révolutionnaires d'aujourd'hui, de faire vivre cet héritage, la théorie du matérialisme dialectique et historique, afin de prendre la mesure des transformations qui se sont produites depuis maintenant un siècle, des « changements de quantité en qualité » qui ont abouti au stade actuel, le capitalisme financiarisé mondialisé s'enlisant dans sa propre faillite. Mesurer en quoi, également, le jeu des contradictions, de la lutte des classes, a pu, en même temps qu'il bouleversait l'organisation économique et géopolitique du monde, préparer les conditions subjectives de son dépassement et poser de nouveau la question d'élaborer une stratégie révolutionnaire à la hauteur des enjeux, dans l'hypothèse que le capitalisme a bien atteint son stade ultime, épuisé ses possibilités d'un développement ultérieur. La modestie de nos forces ne justifie en rien le refus d'aborder collectivement cette tâche en lien avec l'activité pratique pour répondre à ce que l'on pourrait appeler, de scissions en exclusions, l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement trotskyste. C'est même la seule voie pour la surmonter.

De la première guerre impérialiste aux luttes de libération nationale et la fin des empires coloniaux

A la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, le traité de Versailles censé mettre fin à la guerre préparait en fait la deuxième guerre impérialiste pour le partage du monde. Les rapports de force entre les puissances impérialistes s'étaient modifiés. Les Etats-Unis étaient en passe de détrôner de sa position de première puissance mondiale l'Angleterre qui, comme les autres puissances européennes, sortait affaiblie de la guerre. Les contradictions du capitalisme à son stade impérialiste qui avaient conduit à l'embrasement de 1914 et à la révolution russe s'étaient aggravées, exacerbant la lutte des classes. Les bourgeoisies italienne puis allemande, après avoir brisé la montée révolutionnaire, se jetèrent dans les bras du fascisme pour militariser la production et la vie sociale, se préparant à la guerre contre le camp des impérialismes vainqueurs en 1918. En 1936 en Espagne, en France, la révolution en marche était désarmée par les partis communistes stalinien alliés à la social-démocratie. Les derniers obstacles à la marche à la deuxième guerre mondiale étaient levés.

Contrairement à la propagande largement répandue et toujours relayée aujourd'hui par les restes de ce que furent les PS et PC de cette époque, cette guerre n'était pas une guerre de la démocratie contre le fascisme, mais bien la continuation de la première guerre mondiale, une

guerre pour le repartage du monde entre brigands impérialistes et pour trancher la question laissée ouverte par la fin de la domination de l'empire britannique.

Les Etats-Unis établirent leur hégémonie écrasante -militaire, économique et monétaire-, sur les autres puissances impérialistes. Anticipant la fin des combats, un accord avait été passé entre vainqueurs -USA, Angleterre et URSS- pour se répartir, par l'occupation militaire directe, la tâche d'écraser dans l'œuf toute tentative révolutionnaire dans l'Europe dévastée. De ce partage militaire émergea la division du monde en deux blocs, bloc occidental et bloc de l'Est, s'opposant bientôt dans la guerre froide.

Toute velléité de révolution en Europe fut effectivement déjouée, mais la révolution éclata ailleurs. Une puissante vague de révolutions de libération nationale mit à bas, en quelque trente ans, les empires coloniaux qui s'étaient constitués dès la fin du 19^{ème} siècle. Les colonies s'étaient émancipées du joug colonial, donnant naissance à de nouveaux Etats souverains. L'ONU en dénombrait 35 en 1946, ils étaient 127 en 1970.

Les rapports de domination ne cessaient pas pour autant, ils se poursuivaient sous la forme d'accords de coopération, qui assuraient aux anciennes puissances coloniales l'accès aux ressources, ou encore par la dette.

Cette vague de révolutions n'en changeait pas moins le monde capitaliste, bouleversant les vieux rapports de domination coloniale. L'essor des pays ex-coloniaux, leur intégration quasi-totale au marché capitaliste mondial après l'effondrement de l'URSS, ouvraient une nouvelle période de développement capitaliste

Des « trente glorieuses » à la crise des années 1970 puis l'offensive libérale et impérialiste vers « le troisième âge du capitalisme »

La période d'après la seconde guerre mondiale fut pour les USA et les impérialismes européens une période de croissance portée par la reconstruction des ruines de la guerre -les « trente glorieuses »-, période de collaboration des partis social-démocrate et stalinien au pouvoir de la bourgeoisie dans les prétendus « Etats providence ». Le capitalisme semblait avoir résolu ses contradictions, trouvé le moyen de se réguler.

Mais la situation se retournait à la fin des années 60, la crise éclatait en 1973, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit rattrapait l'expansion capitaliste. Les puissances impérialistes payaient le coût des guerres coloniales et de la guerre froide. Elles étaient également frappées par une augmentation brutale du prix du pétrole, première conséquence majeure de la fin de la domination coloniale. Ce « choc pétrolier » était un signe avant-coureur des changements en cours dans les rapports internationaux : débarrassés de leur tutelle coloniale, les pays producteurs de pétrole devenus indépendants et souverains pouvaient désormais s'entendre pour imposer aux compagnies pétrolières occidentales le versement d'une rente à hauteur de leurs exigences.

En 1972, Ernest Mandel, économiste et dirigeant de la IV^{ème} internationale, publiait *Le troisième âge du capitalisme*. Il y décrivait, sous l'angle de l'analyse marxiste, les transformations qui étaient en train de se produire dans la circulation du capital comme dans les systèmes de production et d'échange, se nourrissant des évolutions économiques et géopolitiques et y contribuant en retour. Le titre de l'ouvrage comme son contenu signifiait que le mode de production capitaliste avait connu -ou était en train de franchir- un nouveau saut qualitatif, dont le concept d'impérialisme tel que Lénine l'avait défini ne pouvait plus entièrement rendre compte. Il montrait par ailleurs en quoi les contradictions inhérentes au capitalisme avaient continué leur œuvre, préparant une nouvelle crise que personne n'attendait et en même temps une des possibles réponses à cette crise, l'intervention du prolétariat.

Les bouleversements liés à la dissolution des empires coloniaux, un des principaux facteurs du déclenchement de la crise des années 1970, ouvraient aussi au capital une porte de sortie, ou plutôt d'investissements. Ils permirent aux grands groupes financiers et industriels, les monopoles d'Etat de la période impérialiste, de rebondir, avec l'aide de leurs Etats : la crise des années 1970, pour une part conséquence de la dislocation des empires coloniaux, ouvrait une nouvelle période d'expansion mondiale du mode de production capitaliste, celle dite de la « mondialisation libérale », à travers une offensive économique et militaire, libérale et impérialiste vers le troisième âge du capitalisme.

La mondialisation libérale, la formation du capitalisme financiarisé mondialisé

Les tendances à la financiarisation, à la constitution de monopoles, etc., qui avaient conduit le capitalisme de libre échange à se transformer en impérialisme poursuivaient leur action, poussant le capital à chercher en permanence de nouveaux terrains pour ses investissements. La disparition des chasses gardées impérialistes, libérant la circulation des capitaux, lui en offrit l'occasion. Le capital financier occidental, concentré dans les holdings qui dirigeaient les banques et les grands monopoles industriels nationaux des puissances impérialistes allait désormais pouvoir s'investir dans de nouveaux territoires. Les grands monopoles d'Etat impérialistes se transformaient ainsi en multinationales, tissant leurs « chaînes de valeur mondiales » qui, à travers filiales et sous-traitants, allaient drainer vers les holdings financières qui les contrôlaient la plus-value tirée de l'exploitation d'une classe ouvrière désormais mondiale. Ce mouvement, initié dès la décennie 1970, prenait son essor dans le monde occidental pendant les années 1980, avant de s'étendre à quelques exceptions près à la planète entière après l'effondrement de l'URSS et la dissolution du bloc de l'Est.

Sur le plan des transformations économiques et géopolitiques, ces chaînes de valeur mondiales ont permis au capital des vieilles puissances impérialistes de trouver, dans

l'exploitation de la main d'œuvre bon marché des anciens pays coloniaux, les moyens de combattre la baisse tendancielle du taux de profit sous l'égide et le contrôle hégémonique des Etats-Unis. Elles ont contribué à initier un schéma de développement nouveau des économies nationales des pays dits en développement ou émergents.

La Chine, du fait de sa taille, de ses ressources, de la politique de son Etat et du niveau de développement qu'elle possédait au moment où avait commencé l'afflux de capitaux étrangers, surtout américains, put grâce à eux se transformer en quelques années en « usine du monde » avant de développer ses propres multinationales pour devenir, à partir des années 2000, la deuxième puissance mondiale, en capacité de concurrencer les Etats-Unis. D'autres n'ont pu s'inscrire dans cette nouvelle structure de l'économie capitaliste mondiale qu'en se spécialisant dans quelques, voire une seule production, pétrole, matières premières, production agricole... au détriment des activités économiques nécessaires à la vie de leur population. A leur sommet se trouvent ceux regroupés sous le terme de BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, récemment rejoints par l'Iran, l'Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

A travers ces évolutions, en quelques décennies, le capital financier s'est emparé de l'ensemble des activités de la planète, des holdings de multinationales aux moindres pores des sociétés sources de profit, devenant le « capitalisme financiarisé mondialisé ».

La crise de 2007– 2009, début de la marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé

Les contradictions inhérentes au fonctionnement même du capitalisme continuaient leur sapes à un niveau supérieur entraînant la planète entière dans sa crise permanente. Elles éclataient en 2007-2008 dans une nouvelle crise aux répercussions mondiales. Malgré les mesures prises par les Etats et les banques centrales pour maintenir en vie la machine à profits, l'économie mondiale est plongée depuis dans une phase de stagnation, conséquence de la maladie chronique du capitalisme, une crise d'accumulation majeure, mondialisée. Confronté à la stagnation de l'économie et des taux de profits industriels, le système de production et d'échange est incapable d'offrir aux capitaux disponibles suffisamment de possibilités d'investissements rentables. Des masses de plus en plus considérables de capitaux inutilisés se précipitent dans la spéculation et l'industrie de la dette, faisant planer la menace de krachs et de crises de solvabilité aux conséquences dévastatrices. L'incapacité avérée du capitalisme financiarisé mondialisé et de ses institutions à mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant est un des signes que ses mécanismes de régulation sont non seulement devenus impuissants mais se sont transformés en leur contraire, aggravant l'état du malade. C'est un des facteurs de la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé. Tout comme l'est son incapacité chronique à mettre un

coup d'arrêt à la marche à la catastrophe environnementale et à ses conséquences.

La fuite en avant dans une escalade militariste et guerrière dont tout montre qu'elle est hors de contrôle est un autre aspect de cette faillite. La crise de 2007-2009 a été un révélateur des évolutions des rapports de force entre puissances qui s'étaient produites pendant la période 1980-2007. L'hégémonie des USA était désormais menacée sur le plan économique, principalement par la Chine, et cela alors que la tendance à la stagnation économique s'accroissait, exacerbant la concurrence. C'était le signal d'entrée des Etats-Unis dans une politique ouverte de protectionnisme vis-à-vis de la Chine initiée par Obama et poursuivie et accentuée par Trump puis Biden.

Le développement de ce conflit entre les deux super puissances mondiales s'est accompagné de l'entrée en jeu de nouvelles puissances, comme la Russie, qui jouent leur propre carte, y compris militairement. L'intégration de l'ensemble des pays coloniaux ou dominés à l'appareil de production et d'échange capitaliste financiarisé mondialisé a bouleversé radicalement les rapports internationaux. Grandes puissances comme petites participent au pillage. Dans certains pays dits en développement, en Afrique mais aussi ailleurs, des bandes armées se font la guerre pour le pouvoir, accéder à la mangeoire des accords avec les grandes multinationales pillant leurs ressources. Il y a aujourd'hui davantage de guerres de ce type, intra-étatiques, que de guerres interétatiques comme celles d'Ukraine et du Proche-Orient. Dans ces dernières, le premier fauteur de guerre est l'Otan, force armée des Etats-Unis et de ses vassaux européens prêts à tous les crimes pour assurer à leurs multinationales le libre accès aux ressources et aux marchés, garantir la sécurité des voies logistiques et de communication.

Parlant de la formation de l'impérialisme, Lénine écrivait : « *Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste [...] En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents.* »

Ces « *contradictions, frictions, conflits particulièrement aigus et violents* » ont donné naissance à travers un « *développement inégal et combiné* » au capitalisme financiarisé mondialisé qui s'est substitué à l'impérialisme. Il en a exacerbé les traits essentiels, le parasitisme, la surexploitation de l'homme et de la nature, la concurrence mondialisée associée à la lutte militaire pour le contrôle des matières premières et énergétiques, des marchés et des voies logistiques.

Ces guerres, ajoutées aux perturbations occasionnées par la pandémie de covid, contribuent à la désorganisation des chaînes d'approvisionnement, les contraignant pour une part à se réorganiser sur des « *territoires amis* ». Ces perturbations, conséquences de l'exacerbation de la concurrence qui débouche sur la guerre, interviennent

à leur tour pour aggraver ces mêmes causes dans un cercle vicieux caractéristique de la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé.

Ce cercle vicieux ne peut qu'entretenir l'escalade militariste et guerrière. Non pas vers une guerre entre puissances occidentales telles celles de 1914 ou de 1940 pour le repartage du monde et son leadership, mais dans une mondialisation de la guerre menée à la fois par les vieilles puissances occidentales pour tenter de préserver une domination dépassée et par les nouvelles puissances capitalistes, grandes et petites, en lutte pour l'appropriation des richesses et des marchés.

Avec le capitalisme financiarisé mondialisé, le mode de production capitaliste a-t-il atteint des limites indépassables ?

En 1913, dans *L'accumulation du capital*⁴, Rosa Luxemburg avançait l'idée que les mécanismes fondamentaux du capitalisme, la recherche permanente du profit maximum par l'aggravation du taux d'exploitation dans un contexte de concurrence, la nécessité pour un capital de plus en plus concentré de trouver en permanence toujours plus de marchés pour les marchandises produites et de terrains d'investissements, font qu'il a besoin de « terres vierges » à conquérir, c'est-à-dire de territoires ou de secteurs économiques sur lesquelles ne règne pas encore le mode de production capitaliste. A défaut, il s'enfonçait dans des crises d'accumulation inextricables qui se transformaient en catastrophe posant l'alternative « socialisme ou barbarie ».

La faillite qui frappe aujourd'hui le capitalisme financiarisé mondialisé, la profondeur de sa crise d'accumulation et ses multiples conséquences, sont l'expression du fait qu'il n'a plus d'autre perspective d'expansion, qu'il se heurte non seulement à sa crise d'accumulation conséquence de la baisse tendancielle du taux de profit mais aussi à une contrainte infranchissable, les frontières géographiques de la planète qui lui ferment toute possibilité d'expansion. Quant à la course folle et incontrôlable vers la catastrophe environnementale, elle montre qu'une autre frontière a été franchie, celle à partir de laquelle les mécanismes naturels de régulation écologique sont incapables de faire face à l'emballement productiviste. L'alternative « socialisme ou barbarie » est plus que jamais d'actualité.

Pour la première fois de l'histoire les conditions objectives et subjectives sont mûres pour une transformation à l'échelle mondiale de la société

Lénine écrivait : « *le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste [...] que...] quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* ». L'histoire en a décidé autrement, il s'est

4 *L'accumulation du capital* – 1913- <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm>

avéré pratiquement que les conditions économiques, sociales, culturelles n'étaient pas encore mûres pour que le prolétariat parvienne à mettre fin à la domination capitaliste, mais « *le développement inégal et combiné* » a poursuivi son œuvre.

Le travail humain a continué de développer les techniques, les connaissances et la culture collective de l'humanité comme ses moyens d'échanges et de communication. Il l'a fait sous la férule et au profit du capitalisme financiarisé mondialisé tout en exacerbant les contradictions d'un mode de production depuis longtemps dépassé et qui transforme les progrès en catastrophes sociales et naturelles. La nouvelle phase à laquelle a abouti le prolongement du développement capitaliste représente à un niveau supérieur ce que Lénine appelait « *une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* ». Les conditions tant objectives que subjectives de la révolution socialiste à l'échelle mondiale ont considérablement mûri.

Sur le plan des conditions matérielles, le niveau scientifique et technologique des moyens de production et d'échange permettrait sans aucun doute, utilisés rationnellement, d'assurer à chaque être humain un niveau de vie décent, à condition d'en finir avec les effets pervers de la concurrence et de la course au profit, condition nécessaire par ailleurs pour stopper la fuite en avant vers une catastrophe écologique, amorcer une « réparation » de la nature. Le degré de modernisme et d'automatisation de l'appareil productif, le gain de travail immense que cela représente permettrait, réparti entre toutes et tous, de diminuer considérablement le temps de travail, procurant à chacun·e le temps nécessaire à ses propres activités, pour se cultiver, s'instruire, participer activement à la vie sociale et politique, se libérer des différentes formes d'aliénation.

La structuration de l'appareil économique sous la forme des multinationales a mis en place une socialisation et une division mondiale du travail sans précédent, mettant en relation les prolétaires du monde entier. Prendre le contrôle de cette structure passe par la prise de contrôle des oligopoles financiers qui se trouvent au sommet de l'édifice et en dirigent le fonctionnement. Exproprier les actionnaires des multinationales et les oligarques financiers, constituer un monopole financier placé sous le contrôle d'un gouvernement démocratique des travailleurs donnerait à ce dernier les moyens de piloter la production et les échanges. Cela suppose remplacer un système anarchique basé sur la concurrence et la recherche du profit immédiat par une planification de la production en fonction des besoins réels de la population, plan qui

devrait impérativement intégrer les paramètres relatifs au respect des équilibres naturels, à leur restauration. Les immenses progrès réalisés dans les nouvelles technologies de l'information sont actuellement accaparés par les grandes multinationales du secteur qui s'en servent à des fins commerciales et politiques. Débarrassées de ces parasites, ces technologies constitueraient un puissant outil au service de l'évaluation des besoins et de l'organisation de la production.

Les évolutions du mode de production capitaliste se sont accompagnées d'un développement sans précédent de la classe ouvrière mondiale. Une classe ouvrière qui est comme jamais interconnectée, par le biais des réseaux qui relient toutes les entités des chaînes de valeur et dans le cadre privé, Internet et les réseaux sociaux. Cette classe ouvrière, qu'elle soit active, privée d'emploi ou, pour les jeunes, en cours de formation, subit de plein fouet les conséquences sociales et antidémocratiques de la crise globale. Les explosions de révolte sociale qui se sont multipliées dans de nombreux pays depuis la crise de 2007-2008, bravant la répression sanglante des Etats, sont la réponse du prolétariat mondial à la dégradation de ses conditions de vie. Ces révoltes, quels qu'en soient les facteurs déclenchants, portent la contestation des pouvoirs en place, elles sont le signe qu'une situation révolutionnaire est en train de se constituer, à l'échelle mondiale. Le facteur subjectif est, à l'image du facteur objectif, mondialisé.

Mais il a besoin, pour devenir acteur conscient de sa propre émancipation, de disposer d'une politique qui éclaire la situation et les perspectives, de se donner un parti qui prépare consciemment la prise du pouvoir. Cette tâche ne dépend pas seulement de notre conscience et de notre volontarisme activiste. Notre action trouve son efficacité dans son adéquation aux évolutions des consciences engendrées par la combinaison de l'évolution des rapports sociaux, économiques et politiques, et du mouvement réel du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, les révoltes et soulèvements que ces évolutions provoquent et nourrissent.

Les confusions, le désarroi actuels sont un moment particulier vers une prise de conscience supérieure dont nous ne connaissons pas le rythme. Nous en sommes partie prenante pour l'aider à conquérir une conscience socialiste, communiste, dans le même temps que nous apprenons de lui pour œuvrer à nous rassembler dans un même parti de classe. La « *révolution en permanence* » que voyait Marx dans l'évolution dialectique de l'histoire des sociétés poursuit son œuvre.

Daniel Minvielle